

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

COMMISSION SIEGEANT SECTIONS REUNIES

Séance du 6 avril 1995.

Présents:

Madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président.

Section française:

Monsieur JACOBS, vice-président,
Messieurs LURQUIN et MOORAT, membres effectifs.

Section néerlandaise:

Messieurs DECLERCK et VAN EECKAUTE, membres effectifs,
Madame CLAES, membre suppléant.

Secrétaires:

Monsieur BUSINE, directeur d'administration,
Monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration, adjoint
bilingue.

27.060/I/PF/JMB/RC

DV

Par lettre du 3 avril 1995, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal, fixant les cadres linguistiques de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Sur la base des articles 43, § 3, 5^{ème} alinéa, 60, § 1 et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ce projet en sa séance du 6 avril 1995 et a émis l'avis suivant.

*

*

*

Le ministre propose de répartir comme suit les emplois du cadre organique.

Degrés	Cadre F	Cadre N	Cadre bil. F	Cadre bil. N
1	2	2))
2	2	2) 1) 1
3	7	7))
4	3	3		
5	9	12		
6	7	7		
7	6	6		
8	3	4		

Les organisations syndicales ont été consultées au sujet de ce projet.

*

*

*

I. Emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition des cadres unilingues, celle-ci étant conforme à l'article 43, § 3, alinéas 1 et 2, des lois linguistiques coordonnées.

En ce qui concerne le cadre bilingue, il appartient au ministre de faire un choix et d'attribuer les deux emplois, soit au 1^{er}, soit au 2^{ème} degré, sous peine d'affecter la légalité du cadre linguistique et d'hypothéquer toute promotion aux emplois de direction.

Deux possibilités s'offrent à lui:

	F	N	F bil.	N bil.
1 ^{er} choix - 1 ^{er} degré	2	2	-	-
- 2 ^{ème} degré	2	2	1	1
2 ^{ème} choix - 1 ^{er} degré	1	1	1	1
- 2 ^{ème} degré	3	3	-	-

II. Degrés 3 à 8

Il résulte des renseignements communiqués par le ministre des Affaires sociales et par la Banque-Carrefour que le volume de travail comporte une part d'activités d'étude et de conception et d'autre part de tâches d'exécution en rapport avec un flux de données émanant des institutions de la Sécurité sociale (et principalement des contacts avec l'O.N.S.S. et l'I.N.A.S.T.I.). Pour la moitié du volume de travail (étude et conception), la clé 50/50 doit être appliquée, et pour l'autre moitié la C.P.C.L. estime que l'on peut prendre en considération la moyenne des cadres linguistiques actuels de l'O.N.S.S. et de l'I.N.A.S.T.I. soit 55%N - 45%F; au total une proposition 52,5%N - 47,5%F peut être retenue.

Par ces motifs, la C.P.C.L. marque son accord, par 3 voix de la Section néerlandaise, 2 voix de la Section française et une abstention de la Section française, aux propositions faites par le ministre pour les degrés 3 à 8.

REMARQUES

La C.P.C.L. attire l'attention du ministre sur le fait que si le cadre organique définitif devait différer du projet de cadre organique, les cadres linguistiques envisagés devraient être resoumis à la C.P.C.L.

L'article 2 du projet signalant que l'arrêté royal du 19 mars 1976 n'est plus applicable à la Banque-Carrefour est superflu vu que cette dernière est soumise à l'arrêté royal n° I du 14 septembre 1994, déterminant les grades qui constituent un même degré de la hiérarchie.

*

*

*

Cet avis est envoyé au ministre des Affaires sociales qui, conformément à l'article 61, § 3, 2^{ème} alinéa des lois linguistiques coordonnées en matière administrative, est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 6 avril 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

JM. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS